



HAL
open science

Les usages sportifs du temps libéré: recherche et analyse des facteurs de développement

Borhane Erraïs, Paul Irlinger, Catherine Louveau, Michèle Metoudi, Christian Pociello

► **To cite this version:**

Borhane Erraïs, Paul Irlinger, Catherine Louveau, Michèle Metoudi, Christian Pociello. Les usages sportifs du temps libéré: recherche et analyse des facteurs de développement. 1984. hal-01971843

HAL Id: hal-01971843

<https://insep.hal.science/hal-01971843>

Preprint submitted on 7 Jan 2019

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

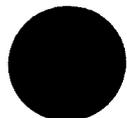
L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

LES USAGES SPORTIFS DU TEMPS LIBÉRÉ :
RECHERCHE ET ANALYSE
DES FACTEURS DE DÉVELOPPEMENT

Étude de faisabilité réalisée par :

- Borhane ERRAÏS
- Paul IRLINGER
- Catherine LOUVEAU
- Michèle MÉTOUDI
- Christian POCIELLO
- Coordonnée par Paul IRLINGER

DOCUMENT ANNEXE



SH

C11

INS

A

MARS 1984

INSTITUT NATIONAL DU SPORT
ET DE L'EDUCATION PHYSIQUE

Laboratoire de Sociologie
Laboratoire d'Histoire et de
Prospective du Sport

11 avenue du Tremblay
75012 PARIS tél. 374.11.21

Auteurs : ERRAÏS Borhane
IRLINGER Paul
LOUVEAU Catherine
METOUDI Michèle
POCIELLO Christian

Recherche coordonnée par IRLINGER Paul

Etude de faisabilité d'une enquête nationale portant sur :

LES USAGES SPORTIFS DU TEMPS LIBERE ;

RECHERCHE ET ANALYSE DES FACTEURS DE DEVELOPPEMENT

N° d'entrée 26208
INSTITUT NATIONAL DU SPORT
ET DE L'ÉDUCATION PHYSIQUE
Classement S.H.C.M. I.N.S.a

Compte rendu de fin d'étude
d'une recherche financée
par le Ministère
de l'Industrie et de la Recherche

Mars 1984

Décision d'aide N° 83.R. 1148

RESUME SIGNALETIQUE

Ce document rend compte d'une étude de faisabilité préparatoire à une enquête nationale lourde portant sur les "USAGES SPORTIFS DU TEMPS LIBERE", envisagée par le Ministère du Temps Libre, de la Jeunesse et des Sports.

Il montre, à partir de l'analyse des sondages existants, que les pratiques sportives n'ont jamais fait l'objet en France d'une enquête générale et approfondie, fiable au plan méthodologique et explicite au plan théorique.

Il révèle, sur la base d'une consultation large, que les différentes institutions impliquées dans ces activités vivent la période actuelle comme phase de turbulences et de transformations rapides, et sont à la recherche de nouveaux repères.

Au-delà de la simple possibilité, résultant notamment de la consultation d'experts, il établit la nécessité et l'urgence d'une telle enquête; il en propose aussi les cadres aux plans théorique, méthodologique, budgétaire et organisationnel.

P L A N

	page
I - DEMARCHE DE L'ETUDE DE FAISABILITE	1
II - BILAN DES ENQUETES ANTERIEURES	2
II.1. Présentation	2
II.2. Les apports	4
II.2.1. Les apports relatifs aux conditions de réalisation	
II.2.2. Les apports relatifs aux données	
II.2.3. Les apports relatifs aux méthodes	
III - BILAN DES CONSULTATIONS	10
III.1 Présentation	10
III.1.1. Consultation écrite	
III.1.2. Consultation orale	
III.1.3. Intérêt suscité	
III.2 Les apports	11
III.2.1. Se réimprégner des milieux	
III.2.2. Lisibilité des résultats	
III.2.3. Suggestions formulées	
III.2.4. Propositions de travaux parallèles	
IV - LE PROJET	14
IV.1 Exposé des motifs	14
IV.2.1. Problématique	
IV.2.2. Premières hypothèses	
IV.3. La méthode	20
IV.4. Les moyens	24
IV.5. Echancier	25
IV.6. Collaborations	26
V - BIBLIOGRAPHIE	27
ANNEXE : Liste des personnes consultées par entretien	30

I - DEMARCHE DE L'ETUDE DE FAISABILITE

L'ampleur du projet de recherche visant à connaître les demandes de pratiques sportives dans leur diversité a imposé un travail préalable, exploratoire. Il s'est agi de fonder la proposition d'enquête que nous présentons ici, à la fois sur :

- un récapitulatif des données acquises à travers les enquêtes antérieures (sondages nationaux réalisés de 1967 à 1983)
- un bilan des connaissances théoriques et méthodologiques permettant d'appréhender avec un maximum d'efficacité le spectre des pratiques (hypothèses et modes d'approche mis à l'épreuve d'enquêtes sectorielles au sein de différents laboratoires de sociologie dont principalement le nôtre).(cf Bibliographie).
- une consultation des instances et personnes impliquées à titres divers dans la pratique des activités physiques et sportives, afin de prendre en compte les demandes et compétences du milieu.

II - BILAN DES ENQUETES ANTERIEURES

II.1. PRESENTATION

Nous avons tenté de dresser l'inventaire des sondages nationaux ayant pris les A.P.S. comme objet, depuis l'enquête inaugurale effectuée par l'INSEE en 1967 sur "les comportements de loisirs des Français" (1).

TABLEAU CHRONOLOGIQUE ET SIGNALÉTIQUE DES SONDAGES NATIONAUX
AYANT PORTE SUR LES ACTIVITES PHYSIQUES ET SPORTIVES

DATE SONDAGE	COMMAN- DITAIRE	INSTITUT DE SONDAGE	T I T R E DU COMPTE RENDU	NOMBRE QUESTIONS A.P.S.	ECHAN- TILLON	POPULATION	OBJETS PRINCIPAUX DU QUESTIONNEMENT A.P.S.
1967 4ème trim.	Etat	INSEE	"Les comportements de loisirs des Français"	14 / 178 dont 6 partiel- lement	6637	Population française de plus de 14 ans	Pratique, affiliation, spectacle,...
1968 janvier	"Le Pèlerin"	SOFRES	"Les Français et le sport"	20 / 20	2000	Populat.fr. de plus de 14 ans	Pratique et abandon. Spectacle, spectacle médié. Intérêt et chauvinisme.
1972 nov.déc.	Ministère J. Sport	I.F.O.P.	"Les attitudes des Français à l'égard du sport"	60 / 60	1190	Pop. fr. de plus de 15 et moins de 70	Opinions, conceptions, propositions, motivations, spectacle et pratique.
fin 1972 début 1973	S.E.J.Sp.	Education Nationale	"Les lycéens et les collégiens face aux activités sportives, éducatives et cultu- relles"	6 / 14	4686	Population scolaire pu- blique du secondaire	Pratique. Motivations de la non pratique. Désirs de pratique. Opinions. Propositions.
1973 oct.nov.	Ministère de la Culture	Lavialle	"Pratiques culturelles des Français"	10 / 111 dont 8 partielle- ment	1987	Populat.fr. de plus de 14 ans	Pratique, affiliation, spectacle, Sport T.V. et regrets de non pratique
1975 mars	"Le Pèlerin"	SOFRES	"Les Français et le sport"	10 / 10	2000	Populat.fr. de plus de 14 ans	Pratique, abandon, specta- cle direct et médié, opinions.
1978 déc.	"V.S.D."	I.F.O.P.	"N'y a qu'à l"	1 / 17	937	Populat. fr. de plus de 17 ans	Mesures à prendre pour avoir des médailles aux J.O.
1979 août	"La Croix"	SOFRES	"Les Français et le sport"	8 / 8	1000	Populat. fr. de plus de 17 ans	Pratique, motivations. Spectacle direct et médié. opinions.
1979 oct.nov.	"Pif gadget"	C.E.O.	"Les jeunes et le sport"	6 / 6 dont 1 partielle- ment	690	Pop. fr. de plus de 7 et moins de 15	Intérêt, pratique. Opinion sur sport-école.

(1) Ce travail s'est avéré fort délicat : leurs résultats étant généralement peu exploités, la plupart de ces sondages ne laissent guère de traces et sont de ce fait difficiles à repérer.

DATE SONDAGE	COMMAN- DITAIRE	INSTITUT DE SONDAGE	TITRE DU COMPTE RENDU	NOMBRE QUESTIONS A.P.S.	ECHAN- TILLON	POPULATION	OBJETS PRINCIPAUX DU QUESTIONNEMENT A.P.S.
1979 déc.	"Pif gadget"	S.E.C.E.D.	"Les enfants et le sport"	12 / 12(?)	427	Pop. fr. de plus de 7 et moins de 15.	Opinions sur sport
1980 Janv.	"L'Expansion"	L'Expansion	"60 questions concernant vos loisirs"	7 / 60 dont 5 partiel- lement	Plusieurs milliers	Les lecteurs de "L'Expansion"	Pratiques et T.V.
1980 Janv.	"L'Equipe"	I.F.O.P.	"Les Français et l'exploit sportif"	5 / 5	853	Populat. fr. de plus de 14 ans	Pratique et son esprit (recherche progrès, ascèse...)
1980 mars	"Le Figaro Magazine"	IFRES	"Une Française sur trois est une vraie sportive"	11 / 11	1000	Les femmes françaises	Opinions des femmes sur le sport féminin
1980 août	"L'Equipe Magazine"	I.F.O.P.	"Le sport à l'école"	6 / 6	609	Pop. fr. des parents ayant enfants collé- giens-lycéens de 13 à 17 ans	Opinion sur E.P.S.
1980 oct.	Revue "Olympe"	Public S.A.	"Ma femme est une sportive"	5 / 5	1000	Population française	L'image que les Français se font de la femme sportive
1980 nov.	Vittel	SOFRES	"Les Français et le sport"	4 / 4	2000	Popul. fr. de plus de 14 ans	Pratique. Image de marque de Vittel
1980 déc.	Vittel	SOFRES	"Qui court au cross du Figaro et pourquoi ?"	4 / 12	500	Concurrents non licenciés du cross du Figaro	Pratique et entraînement. Alimentation du sportif, tabac et rapports avec Vittel
1981 fév.	Comité fr. d'éducation pour la santé	SOFRES		5 / 20	1000	Popul. fr. de plus de 17 ans	Pratique et abandon. Effets du sport.
1981 juil.	"L'Equipe Magazine"	I.F.O.P.	"Les Français et le sport"	6 / 6 dont 1 partiel- lement	2044	Popul. fr. de plus de 14 ans	Pratique. Opinions sur EPS, résultats et politique en France.
1981 juil.	"L'Equipe Magazine"	L'Equipe	"Les Français et le sport"	11 / 11 dont 1 partiel- lement	1000 tirés parmi 3000 réponses	Les lecteurs de l'Equipe	Idem que précédent + questions d'opinion plus techniques
1981 nov. déc. + Janv. 82	Ministère de la Culture	I. de sondage Lavallois	"Les pratiques cultu- relles des Français (Evolution 1973-1981)"	15 / 131 dont 12 partiel- lement	3984	Popul. fr. de plus de 14 ans	Pratique, spectacle, affiliation, possession matériel...
1982 oct. nov. (depuis 1978)	CREDOC	SEDES	"Système d'enquêtes sur les conditions de vie et les aspirations des Français"	3 / 177 (partiel- lement)	2000	Popul. fr. de plus de 17 ans	Pratique, affiliation, fréquentation, centres sportifs.
1983 mai	"Le Parisien libéré"	SOFRES	"Comment les Français voient le sport"	7 / 7	1000	Popul. fr. de plus de 17 ans	Pratique, spectacle. Opinion / sport de haut niveau.
1983 sept.	"L'Equipe jeunes"	L'Equipe	"Le sport et les jeunes"	23 / 23	1000 tirés parmi 4151 réponses	Lecteurs de l'Equipe et scolaires de 9 à 19 ans	Pratique, spectacle médié et orientation des inté- rêts sportifs.

L'ensemble de ces sondages a été analysé. Une telle étude présente pour nous des intérêts variés :

- elle met au jour une certaine évolution des pratiques,
- elle révèle les modifications intervenues dans les façons de penser et de dire ces pratiques,
- elle fait le point des thèmes et questions abordées jusqu'à ce jour,
- elle fournit des enseignements relatifs à la méthodologie.

II.2. LES APPORTS

II.2.1. Les apports relatifs aux conditions de réalisation

a) Les sondages précités procèdent généralement de "curiosités" diverses et de l'événementiel :

- sans que l'on puisse réellement parler de périodicité, on peut noter que les années olympiques furent propices aux sondages.
- La diversité des commanditaires, réelle, s'avère moins significative que le fait suivant :

la presse et les pouvoirs publics ont eu l'initiative de vingt enquêtes sur vingt-quatre (cf. tableau).

Commanditée par les pouvoirs publics, une enquête peut viser à éclairer ou justifier une politique; émanant de la presse sportive, elle ressemblerait davantage à une pression exercée sur ceux-ci : n'a-t-on pas confondu parfois sondage et référendum ?

- les résultats présentés à l'issue de ces enquêtes ne sont que des descriptions à traits tellement vagues que personne ne peut construire, à partir d'elles, une image concrète. Quel lecteur, pratiquant ou dirigeant, peut comprendre le contenu d'une évolution (et donc les ruptures qu'elle engendre nécessairement) quand la présentation des données globalise systématiquement "30 % des Français"..., le Français "moyen"...

- a') L'état actuel de la réflexion sociologique dans le domaine des sports rend aujourd'hui nécessaire et faisable une enquête qui décrive précisément les comportements sportifs des Français; celle-ci produira des résultats détaillés mettant en relief les phénomènes qui accompagnent "le développement" de la pratique et les explicitera. C'est sortir d'une "temporalité extra-sociologique"; c'est passer un autre type de "contrat" avec les commanditaires (2).

II.2.2. Les apports relatifs aux données

- a) Les objets traités dans les sondages convrent deux types de données :
- le recensement des comportements (la pratique ; le spectacle),
 - le recueil des souhaits et points de vue
(opinions et propositions; conceptions et valeurs).
- a') Notre projet ne peut suivre ces voies multiples. Réservés face aux mesures du désir, de l'optatif, qui n'ont été qu'une trame explicative très superficielle et stéréotypée dans la plupart des sondages, nous nous limiterons principalement au recueil du factuel. Pour autant, nous n'éluderons pas l'explication ("motivations", systèmes d'influences...); mais c'est la cohérence de notre construction hypothétique qui l'autorisera et non un système "illusoire" de questions.
- b) Les sondages envisagent le sport-spectacle-direct ou le sport-spectacle-médiatisé (télévision, journaux); ils négligent le rapport sport-spectacle / pratique sportive.:
- au niveau de la transformation des pratiques pour le spectacle : seule une étude historique peut mettre en lumière cet aspect (3); aussi ne le prendrons-nous pas en compte puisque nous centrerons le travail sur l'analyse synchronique.

(2) Dans un cas, le commanditaire confie sa demande à un organisme de "mesure" (le seul sondage lourd visant les APS comme objet principal -IFOP 1972- a été entièrement laissé, de la conception à l'interprétation, à l'initiative de l'Institut de sondage. Dans l'autre cas, le commanditaire sollicite, en plus, une formulation théorisée de son problème et une analyse interprétative des résultats.

(3) voir à ce propos : CHARTIER (Roger) et VIGARELLO (Georges).- Les trajectoires du sport. Le débat (n° 19), Fév. 82, pp. 35-58.

- au niveau de l'impact des images sur les pratiques : une étude parallèle (et intégrée au niveau problématique) tente d'appréhender l'influence des media sur les projets de pratique des enfants (4).

c) Les sondages révèlent de grandes tendances :

- le taux global de pratique des Français s'est multiplié par trois depuis 1968, il passe de 13 % à 37 % . (cf. tableau p. 7).
- l'accroissement global du taux de pratique s'est opéré de manière inégale dans les différents groupes sociaux.
- les différences de pratique entre les hommes et les femmes se sont progressivement amenuisées (en 1968, une femme pratiquante pour deux hommes, en 1983, trois pour quatre).
- certains publics sont préférentiellement "attachés" à certaines pratiques; cela était perceptible en 1968 et l'est encore dans les années 80.
- une ligne de fracture s'est dessinée dans la pratique sportive des Français; le sport de compétition recoupe de moins en moins les pratiques hygiéniques de détente et de loisirs.

c') Ces constats alimentent pour partie nos hypothèses; mais ils laissent dans l'ombre :

- l'éclatement récent des pratiques et les nouvelles valeurs qui y sont attachées,
- la configuration actuelle précise des pratiques corporelles (réseaux de pratiques)
- l'évolution différentielle des pratiques et de leurs publics.

Nous considérerons attentivement, quant à nous, ces trois aspects.

(4) METOUDI (Michèle).- Les modèles sportifs diffusés par les media et reçus par les enfants. (recherche INSEP, en cours).

COMPARAISON DES FREQUENCES DE PRATIQUE

	1967 INSEE	1968 SOFRES	1972 IFOP	1975 SOFRES LE PELERIN	1979 SOFRES LA CROIX	1983 SOFRES LE PARISIEN
ENSEMBLE	28 ⁽¹⁾	13 ⁽²⁾	26 ⁽³⁾	20 ⁽⁴⁾	30 ⁽⁵⁾	37 ⁽⁶⁾
HOMMES	34,4	18	36	25	36	41
FEMMES	22,5	9	15	15	25	32
AGRICULTEURS OUVRIERS AGRICOLES	5	8	11	17	19	21
PATRONS de l'INDUSTRIE ET DU COMMERCE - CADRES SUPERIEURS PROFESSIONS LIBERALES	26,6 67,7	27	36	45	49	69
PETITS COMMERCANTS-ARTISANS	-	17	-	24	28	36
CADRES MOYENS EMPLOYES	57,6 35,6	20	36	29	49	51
OUVRIERS	31,5	12	20	18	31	36
PERSONNELS DE SERVICE et AUTRES ACTIFS	21,8	-	-	-	-	-
RETRAITES et AUTRES INACTIFS	11,2	4	20	8	14	17

- (1) Pratique régulière + irrégulière
 (2) Pratique régulière
 (3) Praticquants licenciés + non licenciés
 (4) Pratique régulière
 (5) Pratique régulière ou rare
 (6) Pratique régulière ou rare

NOTE : On remarquera la croissance non linéaire des taux de pratique. Les résultats obtenus sont en effet à chaque fois dépendants du questionnement et en particulier des critères retenus (différents selon les organismes de sondage) pour définir la régularité ou l'irrégularité de la pratique.

II.2.3. Les apports relatifs aux méthodes

Les méthodes utilisées par les sondages soulèvent des questions ponctuelles :

- a) - l'échantillon réel d'une enquête est généralement fort peu défini au plan théorique, les auteurs se contentant de le décrire, plus ou moins précisément; un silence remarquable est à noter en ce qui concerne la différence existant entre l'échantillon théorique et l'échantillon effectif.
 - la composition qualitative de l'échantillon n'est guidée par aucune hypothèse: il semble qu'une "tradition" de la fabrication d'échantillon fonctionne, celle d'une représentativité "à l'économie".
- b) Les questionnaires et la description des modes de passation sont le plus souvent exclus des comptes rendus; cela prive le lecteur d'éléments précieux d'appréciation; cela interdit quasiment le traitement secondaire.
- c) La formulation des questions (polysémiques, vagues, inductrices) aboutit à des informations peu fiables.
- d) Ces manques se doublent parfois de leurs corrolaires au niveau du traitement; l'organisme sondeur semble lui-même oublier que le mode de passation et la forme des questions peuvent influencer certaines "réponses".
- e) Certaines interprétations abusives tiennent :
 - au manque de recul par rapport aux réponses,
 - aux glissements de vocabulaire,
 - aux extrapolations,
 - aux échelles "molles" ("souvent", "de temps en temps" , "rarement" ?...)

- f) Questions et résultats sont formulés comme s'il suffisait de nommer une pratique pour que chacun sache de quoi il s'agit. Les sondeurs n'attachent aucune importance aux différentes modalités, variantes ou styles qui seuls confèrent du sens aux pratiques (5).
- g) L'amalgame des variables (retraités + chômeurs + étudiants = inactifs) est une autre source d'erreur.

En bref, les quelques carences techniques font écho et renvoient à des insuffisances théoriques.

Cette réalité nous invite, une fois de plus, à une grande prudence en ce qui concerne la conception, la réalisation et le traitement de notre enquête et prouve, s'il était nécessaire, que l'assise théorique en constitue un élément déterminant.

(5) Le pluriel revêt ici toute son importance. Voir LOUVEAU (Catherine) et POCIELLO (Christian).- Le pluriel a son importance. Revue Travaux et Recherches en E.P.S., n° spécial, Science(s) et Sport(s), 1978.

III - BILAN DES CONSULTATIONS

III.1. PRESENTATION

Soucieux de ne pas explorer la pratique physique et sportive des Français au seul bénéfice d'un groupe respreint d'organismes et de personnes, nous nous sommes préoccupés :

- de définir qui pourrait tirer profit des résultats d'une "grande enquête nationale"
- et de saisir quels apports éventuels ils pourraient en attendre.

III.1.1. Consultation écrite

A cet effet, nous avons dressé une liste de 300 instances (6) susceptibles d'être concernées par de pareilles données, et nous nous sommes adressés à elles par écrit pour cerner leur attitude par rapport au projet et leurs attentes concrètes.

Le taux global de réponses (34,6 %), taux important pour une consultation épistolaire, montre que tous les organismes contactés sont intéressés et demandeurs, à l'exception toutefois des industriels et des distributeurs de produits sportifs (qui sont restés relativement indifférents : 2 réponses sur 55 envois).

III.1.2. Consultation orale

Aux mêmes fins, nous avons interviewé 18 personnes, parties prenantes de notre enquête (ministères), représentants d'institutions concernées (C.N.O.S.F.) ou experts (sociologues, urbanistes, informaticiens (7)). Nous avons recueilli leurs souhaits, sollicité leurs suggestions, voire leur collaboration. L'accueil qui nous a été réservé et la remarquable fertilité de ces entretiens corrobore les impressions ci-dessus énoncées.

(6) Directions régionales, Offices Municipaux des Sports, CREPS, UER d'EPS, Fédérations, dont le CNOSF, Ecoles Nationales, Fabricants d'articles de Sports, Distributeurs, Presse, Associations de Tourisme et de Loisirs...

(7) Voir la liste exhaustive en annexe.

III.1.3. L'intérêt suscité par notre enquête est perceptible au-delà de ces premières appréciations

- a) De nombreux consultés (presque tous les répondants) émettent des propositions quant aux thèmes qu'il serait judicieux d'aborder, aux phénomènes qu'il faudrait circonscrire, aux variables qui ne peuvent être omises.
Les interviewés y ajoutent des recommandations méthodologiques.
- b) Quelques-uns sollicitent une participation directe à la recherche.
- c) Tous souhaitent une "restitution" de l'information recueillie, sous des formes qui leur agréent.
- d) La plupart - enfin - investissent le projet et le rêvent comme capable de résoudre les problèmes dont souffre chacune des institutions pour lesquelles ils travaillent.

III.2. LES APPORTS

III.2.1. Un avantage non négligeable de cette investigation préparatoire fut de nous réimprégner des "milieux" de notre enquête : parfois, plus que leurs conseils ou leurs demandes, le "à peine dit" de nos interlocuteurs permet de formaliser leurs préoccupations centrales. Nous ne les éluderons pas.

Les fédérations, par exemple, sont en butte aux pratiques "sauvages"; les directions régionales quêtent une identité; les CREPS s'inquiètent des cadres de demain; les décideurs s'interrogent sur l'impact de leurs politiques.

Pour autant, ces soucis que nous nous efforcerons d'intégrer ne seront pas tous directement traduits dans l'enquête.

III.2.2. La lisibilité des résultats conditionne la qualité d'une enquête. L'hermétisme, la confusion ou la sécheresse d'une restitution déconsidère le travail le plus sérieux; peu compréhensibles, les données s'avèrent inutilisables.

Tous les consultés nous ont mis en garde à ce propos; l'analyse des sondages nous y avait sensibilisés.

Le produit final doit être informatif, donner des éléments pour décider; un "rapport de statisticiens pour statisticiens" est une information morte.

III.2.3. De toutes les suggestions formulées par nos interlocuteurs, seules celles qui s'intègrent dans une problématique sociologique figurent ici (8). Certaines ne sont pas surprenantes, mais un questionnement qui entend poser en objet les activités physiques et sportives ne saurait faire l'économie d'aucune. Nous les livrons ici succinctement :

- a) Description de toutes les pratiques physiques et sportives actuelles et de leurs modalités :
 - . Lieux de pratique (par rapport aux lieux de vie et aux lieux de travail), distance réelle ou psychologique à ces lieux.
 - . Temps de pratique (moment, fréquence, durée).
 - . Pratiques en fonction de l'âge.
 - . Ages d'accès et d'abandon ("natalité" et "mortalité" sportives)
 - . Pratiques en co-existence (réseaux de pratiques sportives)
 - . Autres pratiques culturelles et sociales co-existantes
 - . Les pratiques successives de l'individu ("trajectoire sportive")
 - . Mode "social" de pratique (solitaire, en famille, entre amis...)
- b) Description des publics
- c) Description des équipements :
 - . Cartographie
 - . Modélisation du tissu socio-géographique des équipements

(8) L'intégralité des suggestions écrites et orales figurent dans le document annexe.

- d) Pratiques et géographie physique et humaine
- e) Tendances évolutives des pratiques et hypothèses de développement
- f) Pratiques et affiliations associatives (sportives et/ou non sportives).

En outre, les aspects méthodologiques n'ont pas été omis.

Les points forts de ces recommandations concernent :

- La constitution de l'échantillon :
 - . au niveau quantitatif (au moins 2000 personnes)
 - . au niveau qualitatif (inclure les enfants , sur-représenter certaines catégories).
- La compatibilité avec d'autres enquêtes, antérieures si possible (greffes) mais surtout ultérieures : l'enquête lourde devra pouvoir s'assortir de prises d'informations "régulières" (annuelles ?) et plus "légères" et être conçue sous une forme périodiquement reproductible.
- Des "stratégies de questionnement" sont avancées par nos interlocuteurs.

III.2.4. Certaines propositions, judicieuses dans une perspective sociologique sont écartées de notre projet, la forme "enquête nationale" ne pouvant les embrasser toutes.

Notre voeu serait que des recherches parallèles et plus ponctuelles puissent les investir.

Les principaux aspects que nous aimerions voir ainsi traiter en complément recouvrent :

- l'analyse des pratiques par rapport à des données institutionnelles ou politiques (A.P.S.L. et Education Nationale, A.P.S.L. et politique municipale...).
- l'aménagement sportif du territoire.
- les APSL et l'Economie (les marchés, le poids économique des APSL dans une région...)
- les APSL et le monde du travail
- les APSL et l'information (une partie de cette question est abordée à l'I.N.S.E.P. comme nous l'avons déjà signalé).

IV - LE PROJET

IV.1. EXPOSE DES MOTIFS

La pertinence et l'opportunité d'une enquête d'ampleur nationale sur les pratiques d'exercices et de loisirs sportifs des Français semble donc s'imposer. Le nombre et la nature des réponses obtenues l'attestent.

Au-delà de l'effet d'induction exercé par notre démarche sur les "bonnes volontés" — toujours disposées à se déclarer "parties prenantes", "impliquées" ou "concernées" — on est frappé par le fait que la quasi-totalité de nos interlocuteurs attendent de cet effort d'analyse qu'il apporte des réponses pragmatiques urgentes à des situations vécues comme "situations de crise".

Quoique ressentis avec des sensibilités différentes, les bouleversements enregistrés dans le système des pratiques, qui traduisent l'évolution indéniable des goûts sportifs dans notre société, sont unanimement reçus avec inquiétude.

Ainsi les praticiens, producteurs traditionnels de services, rejoignent dans leurs appréciations, les responsables ministériels. Tous, conscients des glissements de la demande et de l'inadéquation des formules anciennes, éprouvent le besoin d'obtenir de nouveaux repérages. Cette période de turbulence s'avère d'autant plus déconcertante que les enquêtes antérieures n'offraient pas les repères suffisamment précis et fiables pour estimer le sens et la signification des transformations.

Mais l'absence d'indices indispensables pour organiser une action (ou la réorienter) n'est pas seulement préjudiciable pour les pouvoirs publics en charge de l'éducation ou du sport. Les urbanistes, les aménageurs, les constructeurs d'équipements ou de matériels, et plus généralement les producteurs de biens attachés aux pratiques connaissent ou subissent ces transformations, en raison directe de leur proximité à l'épicentre des secousses; même les moins affectés souhaitent disposer d'un corps d'informations quantifiées et traitées sur les comportements sportifs actuels des Français.

Les chercheurs enfin, qui s'efforçaient jusque-là de répondre avec des moyens insuffisants aux questions que posaient manifestement les modifications du marché, attendent de confronter leurs analyses plus qualitatives avec des données factuelles recueillies sur un échantillon national.

Il paraît donc nécessaire et urgent de procéder à une enquête d'envergure visant à décrire et à expliquer les comportements sportifs des Français d'où l'on pourrait tirer, selon les besoins, des exploitations secondaires utiles à la compréhension et à l'action.

IV.2.1. Problématique

L'évolution actuelle des goûts sportifs dans la société française démontre l'autonomie – au moins relative – de la demande sociale de pratiques d'exercices et de loisirs sportifs vis-à-vis des institutions qui les gèrent. Cette autonomisation récente suggère que ce qui détermine la demande ne réside pas dans la seule action des instances de l'offre. On trouvera la justification de l'analyse sociologique des usages sportifs du temps libéré dans le souci de comprendre réellement les mécanismes (multiples et complexes) de production de cette demande.

Par ailleurs, les analogies repérées entre, d'une part, le sens des changements des modes de vie des Français (9) et, d'autre part, la nature des transformations enregistrées dans le domaine des pratiques et des consommations sportives accréditant l'hypothèse de l'existence de changements structurels profonds affectant les comportements, attitudes et modèles sportifs. Ceci appelle une analyse socio-culturelle serrée et dynamique de ces usages du temps de loisir.

Il faut s'attendre à affronter en permanence dans les divers discours de légitimation (et notamment dans l'idéologie que se construisent les agents) les présupposés "spontanéistes" et "compensatoires" et les opinions volontaristes des producteurs de l'offre (10).

(9) Voir le rapport du commissariat général du plan : Les changements des modes de vie des Français : comment vivrons-nous demain ?.- Paris : Documentation Française, 1983.

(10) On évoque ici les présupposés "interventionnistes" qui estiment - notamment à travers l'implantation d'équipements - qu'ils produisent mécaniquement la nature et l'intensité de la demande.

Les cadres théorique et méthodologique devront être propres à renouveler le type de questionnement sur ce registre particulier de pratiques et permettre d'abord d'opérer des "ruptures" contre un certain nombre de préjugés fortement ancrés à propos des mécanismes de production de la demande de pratiques et contre les évidences du sens commun.

Des travaux récents de sociologie des activités physiques, sportives et de loisir ont accrédité l'idée que les pratiques sportives (comme pratiques sociales) sont organisées en système (11). L'observation des remaniements d'ensemble, la dynamique d'ajustement des pratiques traditionnelles, la production de nouvelles modalités en conformité avec les activités nouvellement importées (sports californiens) confortent cette thèse. C'est un système qui évolue mais dont l'état initial peut être cerné et le fonctionnement spécifique saisi. Les bouleversements qu'il connaît aujourd'hui renvoient aux transformations économiques, sociales et culturelles qui affectent notre société dans son ensemble. Le "système des sports" sera donc considéré dans ce contexte; on en dégagera :

- la structure, comprise ici comme distribution sociale des pratiques et de leurs modalités,
- la genèse, entendue comme processus historique de production et principes de transformation de cette structure.

* Aussi le travail de recherche s'orientera-t-il dans une double direction :

- Le rapport d'affinité repérable entre certains groupes sociaux et certains types d'activités sera décrit et expliqué; affinité saisie (à travers le rapport de régularité statistique) là où elle se manifeste avec une certaine stabilité; à savoir aux deux pôles opposés de l'espace social: groupes populaires / fractions économiquement privilégiées.

- Les facteurs d'évolution et de réorganisation du système seront observés dans leur dynamique, au niveau-clef des classes moyennes : vaste laboratoire d'essais des nouvelles pratiques et nouvelles manières de pratiquer, au sein desquelles il est possible d'identifier les fractions les plus "dynamisantes".

(11) POCIELLO (C.) et coll.;- Pratiques sportives et demandes sociales. Rapport de recherche du contrat CORDES. Paris, INSEP, 1981.

* On tentera, en outre (et corrélativement) de tester le poids relatif des différents facteurs et l'efficacité des différents vecteurs de transmission des modèles de pratiques (familiaux, scolaires, "médiatiques"...), dont la combinaison détermine les goûts et produit la demande.

* L'enquête inaugurera en outre une approche "longitudinale" de ces problèmes grâce à son caractère reproductible (12).

* L'OBJET CENTRAL de l'étude est donc de constituer les systèmes de relations susceptibles d'expliquer les rapports des pratiques et des groupes mais aussi, cela va sans dire, l'analyser la structure des pratiques selon les sexes et les âges. L'enquête "lourde" par questionnaire vise d'abord à dresser un recueil de données factuelles et comportementales très détaillées sur ces pratiques et sur ces groupes.

La structure des pratiques décrites dans leurs caractéristiques objectives (spatiales : lieu, cadre d'exercice, statut du lieu, techniques : définissant modalités et variantes) et subjectives (stylisations, images, "valeur distributionnelle") sera systématiquement mise en relation avec les propriétés sociales et culturelles de leurs publics (capital économique, scolaire et culturel, style de vie, rapport au système scolaire, rapport à la famille, rapport à l'autre sexe...). On pourra ainsi dresser un bilan descriptif très détaillé (et reproductible) livrant ces données "à plat" et se prêtant par leur précision et leur fiabilité à diverses formes d'exploitation secondaires (permettant d'évaluer les effets sur la pratique des actions politiques, et plus généralement, de modéliser le système des actions d'influence).

Mais la démarche "descriptive" ne peut ni ne doit se faire au détriment de la perspective "explicative" qui orientera le traitement statistique et l'interprétation des données.

(12) A l'instar du "système d'enquêtes" proposé par le CREDOC (1978-1982) qui permet d'ajouter aux premières investigations de nouvelles questions. (cf. CREDOC.- Conditions de vie et aspirations des Français (1978-1982).

Notre souci est, en effet, de concilier les vœux de l'institution commanditaire et les attentes et compétences de notre équipe. L'élaboration d'une nouvelle politique (Sport pour Tous) suppose que soit connu l'impact des actions référées aux objectifs qui la commandent. On peut s'étonner qu'une politique ait pu être engagée dans le passé indépendamment d'une étude sur les formes de la demande, sur la structure et les propriétés des nouveaux publics (réels ou potentiels) et sans tenir compte de la diversité des attentes des groupes socio-culturellement différents. L'information recueillie et traitée par l'enquête devrait combler cette lacune.

* LA METHODOLOGIE de l'enquête, comme son exploitation, seront gouvernées par l'option d'une recherche des plus grandes différences significatives dans les "comportements sportifs (13) : en effet, seules ces différences, accusées par le parti de travailler sur des publics contrastés, sur des pratiques et modalités antinomiques..., permettent d'espérer comprendre les processus d'"échappées institutionnelles", la dynamique de création des modèles inattendus et aussi d'optimiser des actions d'influence sur un public plus ou moins élargi (mais clairement ciblé).

L'analyse repèrera donc les groupes socialement et culturellement qualifiés qui jouent vis-à-vis de la reproduction du système et vis-à-vis de sa dynamique de transformation des rôles contradictoires : "défense" et sauvegarde des pratiques traditionnelles dans leurs modalités les plus classiques / "attaque" et promotion des nouvelles pratiques et des nouvelles manières de pratiquer. Dans ce contexte, on comprend l'importance que l'on accordera à l'observation des jeunes des deux sexes.

Il paraît donc tout à fait pertinent de sur-représenter dans l'échantillon des types hypothétiquement opposés d'agents, suggérant, par là même, d'intéressantes interprétations.

(13) Ce point méthodologique - essentiel pour nous - s'inspire de la démarche adoptée par Nicole TABARD dans l'enquête nationale sur les "besoins et aspirations des familles et des jeunes".- Paris, CREDOC / CNAF, 1974, p. 18.

En cette période de turbulence, il paraît imprudent de concevoir un modèle unique d'analyse et de construire un cadre théorique univoque. De plus, il y a quelque difficulté à maîtriser simultanément l'analyse synchrone et diachronique. Ainsi, est-il souhaitable d'engager la recherche sous forme de carrefour, de confrontation d'idées et de collaborations interdisciplinaires, tout en créant les conditions d'une analyse diachronique ultérieure. Ceci sera assuré par un croisement de questionnements entre chercheurs de l'INSEP, praticiens et sociologues, urbanistes et sémiologues, démographes et statisticiens, tenant compte des résultats de la consultation préalable :

- les chercheurs de l'INSEP sont en mesure de proposer une description (techniquement raffinée) et une classification socio-culturelle (déjà expérimentée) des pratiques ("tableau des différences pertinentes") (14);

- les urbanistes associés à l'enquête sont animés quant à eux par le souci de modéliser les relations entre la trame spatiale des équipements et la structure socio-géographique des populations (lieux de pratique, "lois" de proximité, statut des équipements, mobilité des agents) (15);

- les sociologues sont enclins à resituer les pratiques sportives dans le système des pratiques constitutives des styles de vie; système qui seul peut leur conférer du sens;

- enfin les démographes souhaitent repérer très précisément les âges d'entrée dans la pratique ("natalité sportive") qui, rapportés aux âges d'abandon ("mortalité sportive") définissent la "longévité sportive" comme un élément socialement pertinent.

L'équipe de travail envisagée (INSEP, CNRS, INED, Université PARIS XI, UEREPS provinciales) s'inscrit comme pièce maîtresse de notre projet; collaborations et confrontations servant de "garde-fou" aux spéculations propres à chacun de ses constituants et assurant l'enrichissement du questionnement sur ce sujet aussi multidimensionnel que complexe.

(14) POCIELLO (C.).- D'infimes différences socialement pertinentes. In Le Rugby ou la guerre des styles.- Paris : Métailier, 1983, pp. 213-231.

(15) cf. Entretien de consultation avec Antoine HAUMONT.

IV.2.2. Premières hypothèses

L'artifice auquel nous recourons ici, qui extrait les hypothèses de la problématique, n'a d'autres fins que la clarté. Ainsi les énoncés suivants ne trouvent-ils leur sens que référés aux modèles des sciences sociales, d'une part, à notre cadre théorique spécifique, d'autre part.

1) - L'évolution actuelle des pratiques sportives se caractérise par un décalage croissant entre l'offre produite par les institutions établies et les formes prises par la demande sociale de pratiques.

2) - Ces transformations qui se manifestent dans le registre des pratiques d'exercices et de loisirs sportifs correspondent aux transformations structurelles qui affectent la société dans son ensemble sous le double effet de la mutation socio-culturelle et de la crise économique.

3) - Les activités sportives des agents ne peuvent se comprendre hors du système des pratiques et des consommations constitutives de leur style de vie (réseaux de pratiques sportives, culturelles ou sociales).

4) - La diffusion du "style sportif" comme modèle culturel suggère que les pratiques jouent pour certains groupes sociaux un rôle central et organisateur du mode de vie.

5) - La diversité et la diversification des pratiques sportives prennent une pertinence socio-culturelle; la distribution sociale des activités physiques et sportives constitue un système.

6) - L'existence de goûts sportifs différenciés oriente les choix; son système est superposable à la distribution des pratiques.

7) - Les goûts sportifs ne peuvent être cernés à travers les motivations déclarées des pratiquants.

8) - Les goûts sportifs ne peuvent être décrits dans une logique de la compensation.

9) - Plusieurs canaux participent à la genèse des goûts sportifs (famille, école, media...). La hiérarchie de ces influences tend à se transformer. Les media - et la télévision - jouent un rôle particulier.

10) - Certaines fractions sociales, en particulier les classes moyennes fortement dotées en capital scolaire et culturel, semblent jouer dans l'évolution générale des goûts et des pratiques un rôle moteur décisif.

11) - Une pratique est socialement marquée par son "âge de natalité" et son "âge de mortalité".

12) - La longévité sportive, qui doit être distinguée de la fidélité à une discipline sportive donnée, résulte de la capacité de remaniement de la stratégie sportive des agents. Celle-ci représente un critère socialement et culturellement pertinent.

13) - Le rapport "malheureux" au système scolaire, où de manière plus générale les situations de déclassement social constituent des facteurs de choix de pratiques sportives "en rupture" (nouvelles pratiques écologiques informelles).



IV.3. LA METHODE

Il s'agit d'une enquête nationale "lourde" par questionnaire (comportant un module reproductible) sur laquelle s'articule un système de recherches "ponctuelles" complémentaires :

Un appel d'offres de recherches, centré sur les thèmes présentés page 13 pourrait être utilement relancé. Notre équipe veillerait à l'articulation de ces recherches thématiques avec l'enquête nationale lors de la sélection des projets et en assurerait la coordination dans le suivi des travaux.

Organisation par étapes de la démarche

Afin d'assurer la meilleure cohérence et par voie de conséquence le rendement optimal de la recherche, l'équipe chargée de l'enquête en réalisera toutes les étapes à l'exception des phases les plus techniques.

Concernant ces dernières, des contacts ont été pris avec différents organismes de recherche (C.E.A., C.I.R.C.E., I.N.E.D....) susceptibles d'y collaborer ou de les assumer.

Les relations, qui se sont avérées très positives, avec les chercheurs de l'Institut National d'Etudes Démographiques, permettent d'ores et déjà d'envisager une fructueuse collaboration avec cet organisme aux plans théorique et technique :

- articulation avec leurs enquêtes en cours,
- construction de l'échantillon,
- utilisation de leur réseau national d'enquêteurs.

OPERATIONS SUCCESSIVES

REALISATION

OPERATIONS SUCCESSIVES	REALISATION
1) Définition de la population : population française à partir de 11 ans	INSEP et associés
2) Conception et fabrication du questionnaire Pré-test du questionnaire	INSEP et associés
3) Constitution de l'échantillon <div style="display: flex; align-items: center; margin-left: 40px;"> <div style="margin-right: 10px;">N = 3000</div> <div style="display: flex; flex-direction: column; align-items: center;"> <div style="margin-bottom: 10px;">/</div> <div style="margin-bottom: 10px;">/</div> </div> <div style="margin-left: 10px;"> <p>N₁ = 2000 (échantillon représentatif sur les 5 variables traditionnelles)</p> <p>N₂ = 1000 (sur-représentation de groupes-clefs : - jeunes 11 à 18 ans - cadres supérieurs - cadres moyens)</p> </div> </div>	INED + INSEP
4) Formation complémentaire des enquêteurs (environ 300 enquêteurs)	INED + INSEP
5) Recueil des données - passation à domicile Durée prévue : moins d'une heure	Réseau d'enquêteurs INED
6) Contrôle	INED + INSEP
7) Plan de codage	INSEP
8) Saisie des données (perforation - vérification)	ACSI
9) Traitement informatique : Tris à plat Croisements et analyses secondaires (analyses de corrélation, factorielles...) nécessités par les hypothèses.	CIRCE (?) en coordination avec l'INSEP

OPERATIONS SUCCESSIVES

REALISATION

10) Exploitations , interprétations	INSEP
11) Rédaction du (des) rapport(s)	INSEP
12) Impression , diffusion	INSEP

IV.4. LES MOYENS

Les prévisions budgétaires sont réalisées sur la base des taux actuels.

1) Personnel

- Formation complémentaire des enquêteurs
300 enquêteurs à 180 F (taux INED) 54.000
- Recueil d'informations sur le terrain
3000 questionnaires à 168 F (taux INED) 504.000
- Codage questionnaires
750 heures à 100 F 75.000

Note : les taux s'entendent charges incluses _____

TOTAL : 633.000

2) Fonctionnement

- Fabrication du questionnaire
(fournitures et impression) T.T.C. 3.600
- Saisie des données
(perforation - vérification) T.T.C. 14.000
- Traitement informatique
(programmation et traitement) T.T.C. 100.000
- Fabrication des rapports INSEP
(fournitures, maquette, impression) T.T.C. 59.000

_____ TOTAL : 176.600

total à reporter : 809.600

3) Equipement

Néant

4) Missions

- Déplacements enquêteurs pour formation complémentaire	18.000	
- Déplacements des formateurs 8 régions , 2 formateurs	16.000	
	<hr/>	
	TOTAL :	34.000

5) Frais généraux

Frais de gestion prélevés par l'INSEP (4 %)	33.744	
	<hr/>	33.744

report de la page précédente :	809.600	
		<hr/>

TOTAL GENERAL :	877.344	<hr/> <hr/>
-----------------	---------	-------------

IV.5. ECHEANCIER

Il paraît pertinent que l'enquête s'effectue en fin du premier trimestre 1985; en conséquence, il serait souhaitable que la conception du questionnaire, la constitution de l'échantillon et tous les travaux préparatoires soient entrepris en septembre 1984.

Un premier rapport descriptif pourrait être déposé et diffusé en fin d'année 1985.

IV.6. COLLABORATIONS

Le laboratoire des sciences sociales de l'INSEP se propose d'assurer la maîtrise d'oeuvre théorique et technique du projet; ses membres souhaitent s'associer en permanence des experts et des chercheurs (déjà contactés); ils envisagent, en outre, d'avoir recours à des services extérieurs pour la réalisation des tâches les plus techniques (codage, saisie des données...).

L'enquête nationale, pour essentielle qu'elle est, ne constitue qu'une part de l'investigation avancée par notre problématique : des équipes régionales (UEREPS,...), centrées sur des aspects focalisés, devraient fournir les compléments qualitatifs indispensables à la réalisation optimale du projet. Ces dernières, coordonnées à travers un appel d'offre, participeraient à la démarche générale tout en gardant leur autonomie, de fonctionnement et de budget.

V - BIBLIOGRAPHIE

Aimez-vous les stades, Recherches.

AUGUSTIN (Jean-Pierre).- Espaces sociaux et loisirs organisés des jeunes.
Paris - Pedone, 1979.

BOLTANSKI (Luc).- Les cadres.- Paris, Minuit, 1982 (Le sens commun).

BOLTANSKI (Luc).- Les usages sociaux du corps. Les Annales, Economies, Sociétés, Civilisations (n° 1), Janvier-Février 1971.

BOURDIEU (Pierre).- La distinction.- Paris : Minuit, 1980 (Le sens commun).

BOURDIEU (Pierre) et DARBEL (Alain).- L'Amour de l'art, les musées et leurs publics. Paris : Minuit, 1969.

BOURDIEU (Pierre).- L'opinion publique n'existe pas. (conférence).
Doc. ronéo, 1972.

BERNARD (Michel, Paul).- Etude comparative de l'apparition et du développement du phénomène sport pour tous en France et en R.F.A..- Paris INSEP, 1980.

BRASSEUR (Alain), DEBREUX (Pierre), LEMEL (Yannick).- Typologie des loisirs
INSEE M72, 1979.

Commissariat Général du Plan.- Comment vivrons-nous demain. Rapport du groupe long terme "Changements des modes de vie". - Paris : La documentation française, 1983. (Contrat CORDES).

Le corps entre illusions et savoirs, ESPRIT (n° spécial), Février 1983.

Conseil de l'Europe. CDDS.- Le sport dans la société européenne : rationalisation des choix en matière de politique sportive, enquête transnationale sur la participation et la motivation.- Bruxelles CDDS, 1982.

ERRAIS (Borhane), LEBLANC (Pierre), MALENFANT-DAURIAC (Chantal), METOUDI (Michèle).- La complémentarité des activités professionnelles et sportives en milieu industriel et urbain. (ATP - CNRS, 1979).

International Committee for Sport Sociology, 1983, VIII.- Actes du VIIIe Symposium de Sociologie du Sport. Paris, INSEP, 6-10 juillet 1983 : Sports et sociétés Contemporaines.- A paraître, Société Française de Sociologie du Sport, Editeur.

INSEE.- Données Sociales, 1981.- Paris : INSEE

IRLINGER (Paul).- Pratique sportive des enfants et catégories socio-professionnelles des parents.- Travaux et Recherches en EPS, n° 5, INSEP, 1979.

Ministère Jeunesse et Sports. Division des Etudes et Statistiques.- Regards sur les statistiques Jeunesse, Sports et Loisirs. Publication annuelle.

HENault (G.), VANDERCHMITT (G.), LORIN (A.).- Le sport en France. Bilans et perspectives.- Paris : Berger-Levrault, 1979.

LALIVE D'EPINAY (Christian), BASSANO (Michel), CHRISTE (Etienne), GROS (Dominique).- Temps Libre : culture de masse et cultures de classes aujourd'hui. Collection Regards sociologiques. Lausanne : Favre, 1982.

LEMEL (Yannick), PARADEISE (C.).- La sociabilité d'après l'enquête : loisirs de 1967 (2^e partie).- Ecole Polytechnique, Laboratoire d'Econométrie, Février 1975.

LE POGAM (Yves).- Démocratisation du sport : mythe ou réalité ?.- Paris : Delarge, 1979.

PESSIDOUS (Michel).- L'évolution différenciée des pratiques sportives en France. (Mémoire pour le diplôme de l'INSEP, 1983).

POCIELLO (Ch.), LOUVEAU (C.), DEFANCE (J.), BLOUIN-LEBARON (J.).- Pratiques sportives et demandes sociales - Contrat CORDES, INSEP, 1981.

Sociologie(s) du Sport. Travaux et Recherches en EPS, n° 5, INSEP, 1979.

Sports et Société. Approche socio-culturelle des pratiques, par
C. POCIELLO, W. ANDREFF, J.P. AUGUSTIN, M. BERGES....- Paris : Vigot,
1981 (collection sport + enseignement).

TABARD (Nicole).- Besoins et aspirations des familles et des jeunes.-
Paris, CNAF - CREDOC, 1974.

THOMAS (Raymond).- Milieu social, relations et pratiques sportives. In
La relation au sein des APS.- Paris : Vigot, 1983.

YDE (Jean-Michel).- Structures d'accueil et de développement des activités
physiques et sportives de Pleine Nature.- Paris : INSEP, 1978.

ANNEXE : LISTE DES PERSONNES CONSULTÉES PAR ENTRETIEN

- M. BOULAC - Bureau de la pratique sportive individuelle.
Ministère du Temps Libre, de la Jeunesse et des Sports.
- M. BOZON - Service des Sciences Sociales.
Institut National d'Etudes Démographiques.
- M. BRUSTON - Responsable des Sciences de l'Homme et de la Société.
Service des interventions financières.
Direction du Développement Scientifique et Technologique
et de l'Innovation.
Ministère de l'Industrie et de la Recherche.
- Mlle DECHAVANNE N. - Présidente de la Fédération Française d'Education
Physique et de Gymnastique Volontaire.
Membre du C.N.O.S.F.
- M. GAGNIER O. - Responsable du Département Recherche.
Institut National d'Education Populaire.
- Mme GEOFFROY D. - Responsable de la Mission Recherche.
Ministère du Temps Libre, de la Jeunesse et des Sports.
- M. HAUMONT A. - Maître-Assistant à l'Université PARIS VII.
Chercheur associé au C.N.R.S.
- M. HERANT - Service des Sciences Sociales.
Institut National d'Etudes Démographiques.
- M. LEPETIT - Responsable du Bureau Formation.
Service de l'Education Physique et des Sports.
Ministère de l'Education Nationale.
- M. MARCHAND Jacques - Président de l'Union Syndicale des Journalistes
Sportifs de France.
- M. MAZERAN - Responsable du Bureau de la Pratique Sportive Individuelle.
Ministère du Temps Libre, de la Jeunesse et des Sports.

- M. PAGES J.P. - Responsable du Service général de protection du Centre d'Etudes Nucléaires.
- M. PAGES Ph. - Responsable du Service Etudes et Statistiques.
Ministère du Temps Libre, de la Jeunesse et des Sports.
- M. PAGES R. - Chef du Service de l'Education Physique et Sportive.
Ministère de l'Education Nationale.
- M. PETIT - Responsable de l'enquête "Pratiques Culturelles des Français".
Service des Etudes et Recherche.
Ministère de la Culture.
- Mme SALVA - Service d'Etudes et Statistiques.
Ministère du Temps Libre, de la Jeunesse et des Sports.
- M. SERVER G. - Vice-Président de la Fédération Nationale des Constructeurs d'Equipements Sportifs et de Loisirs.
- M. TROTTEIN R. - Direction des Sports, Chargé de la Promotion Sportive.